

Public-Privé, retraite à 60 ans à taux plein

La retraite par répartition et RIEN que la retraite par répartition

Le gouvernement ment

Nicolas Sarkozy et le gouvernement du premier ministre François Fillon ont annoncé une nouvelle réforme des retraites.

Leur seul objectif est toujours de satisfaire les exigences de Laurence Parisot et du MEDEF : réduire le coût du travail et offrir aux capitaux privés les centaines de milliards d'€ que représente la retraite par répartition et qui échappent à la spéculation.

Alors ils mentent. Ils mènent une campagne massive de désinformation. Et ils font croire que l'augmentation de l'espérance de vie nous contraint à travailler plus longtemps, jusqu'à 62 ; 65 voire 67 ans et à réduire le montant des pensions. Ils font croire que la solidarité entre générations n'est plus possible et que chacun-e devra se débrouiller seul-e en épargnant auprès des fonds de pension. Or, en 2008 selon l'OCDE, du fait de l'effondrement des bourses mondiales, la valeur des fonds de pension a baissé de 25%.

Bilan des réformes de 1993 et 2003

- Calcul des pensions sur les 25 dernières années de travail
- Indexation du montant des pensions sur les prix
= 20% de baisse du niveau des pensions
= augmentation des inégalités entre les hommes et les femmes
- Exonération de cotisations sociales patronales (soit 30 milliards d'€ par an)
= augmentation du déficit du régime général des retraites

Face à cette nouvelle attaque, il faut une gauche de combat

Et face à cette offensive le Parti Socialiste, par la voix de Martine Aubry, n'est pas à la hauteur des enjeux. Comme en 2003 il instaure un flou artistique sur sa position. Des voix en son sein vont même dans le sens de la droite en acceptant de reculer l'âge de départ en retraite. Cette attitude ne peut que décourager la mobilisation des salariés pour défendre leurs droits.

Pour le Front de Gauche, il n'y a pas à discuter. **Le droit à la retraite à 60 ans à taux plein pour tous et à 55 ans pour les métiers pénibles est possible économiquement et juste socialement.** Pour l'avoir, il faut une autre répartition des richesses. La part des salaires dans le PIB a baissé de 8 points depuis 1982, or dans le même temps, la part des dividendes versés est passée de 3.2% à 8.5% en 2007. C'est le contraire qu'il faut mettre en œuvre. Cela suppose d'affronter la droite et le MEDEF. Cela suppose de construire un rapport de force qui mette en échec cette réforme. Le Front de Gauche sera de toutes les initiatives pour créer ce rapport de forces en œuvrant pour l'unité de toute la gauche sociale et politique.

DEBAT PUBLIC

avec

Michel HUSSON (économiste)

Claude DEBONS (secrétaire nationale du PG)

André CHASSAIGNE (député PCF)

Mercredi 19 mai

**20 H Salle Leclanché
CLERMONT FERRAND**

La France n'a jamais été aussi riche

- Aujourd'hui, 2 salariés produisent autant sinon plus de richesses que 3 salariés il y a 20 ans
- Il suffit d'augmenter de 0.37 point par an les cotisations patronales pour assurer nos retraites jusqu'en 2050

★
**FRONT
DE GAUCHE
en Auvergne**

